

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METAUX PICAUD

1312 chemin des Granges
84700 Sorgues

Références : D-0379-2025
Code AIOT : 0006410743

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement METAUX PICAUD implanté METAUX PICAUD - RN7 Quartier de l'Oseraie 84130 Le Pontet. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAUX PICAUD
- METAUX PICAUD - RN7 Quartier de l'Oseraie 84130 Le Pontet
- Code AIOT : 0006410743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS METAUX PICAUD exploite un centre de récupération et de tri de métaux ferreux et non ferreux sur la commune du PONTET.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 et relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 et 2791, et du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Procédures de contrôle et de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Gestion des défaillances	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 22/05/2014, article 7.2.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 23/12/2024 sont respectées, la mise en demeure peut donc être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p><u>Constat du 23/10/2024 :</u></p> <p>L'exploitant ne possède pas de plan de localisation des risques identifiant spécifiquement les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection le plan de localisation des zones à risques de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, compte tenu notamment du stockage de batteries sur le site.</p> <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u></p> <p>Le plan de défense incendie (PDI) a été retravaillé par l'exploitant. Un plan de localisation des risques a été ajouté, les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion sont bien identifiées et correspondent à la réalité sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : <p><u>Constat du 23/10/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a établi des consignes de sécurité et des procédures qui figurent dans le plan de défense contre l'incendie (PDI) établi par l'exploitant, et qui traitent notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• consigne en cas d'incendie• mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque• organisation de l'intervention et de l'évacuation• schéma d'alerte• information de l'Inspection des ICPE <p>L'Inspection constate l'absence d'affichage de consignes sur le site, par exemple pour le bouton poussoir « coup de poing » de mise en sécurité de l'unité photovoltaïque qui n'est pas signalé : l'exploitant doit mettre en place l'affichage des consignes de sécurité.</p> <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, les consignes de sécurité n'étaient toujours pas affichées car l'exploitant se questionnait sur son utilité vu que le site du Pontet n'est pas ouvert au public. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 04/06/2025 une photo permettant de constater le bon affichage de ces consignes sur son site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-les plans, en particulier, pour les installations concernées :-les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;-le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;-le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;-le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;-le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;-le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
Constats : <p><u>Constat du 23/10/2024 :</u></p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• le plan de moyens de lutte contre l'incendie localisant les extincteurs répartis dans l'enceinte du bâtiment de stockage : le plan ne distingue pas les différents types d'extincteurs présents sur site (poudre et CO2) ;• le plan de localisation des poteaux incendies, ainsi que la réserve de 1000 m3 prescrite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2017. <p>L'exploitant n'a pas établi de plan d'implantation des détecteurs.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction d'un incendie est assurée au sein du bâtiment de stockage (volume de 1460 m3 prescrit à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2017) : l'exploitant n'a pas établi de plan des installations de rétention et de confinement des eaux d'incendie.</p> <p>L'Inspection constate la présence effective sur le terrain (cohérence avec les plans présentés) d'extincteurs répartis dans le bâtiment de stockage.</p> <p>La réserve d'eau de 1000 m3 (citerne souple) n'est pas opérationnelle : l'exploitant précise que la bâche a subi une détérioration prématurée et qu'il a déjà prévu son remplacement par 2 citernes métalliques : les travaux de génie-civil sont programmés à partir de novembre 2024 et l'installation des 2 citernes en début d'année 2025.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none">• compléter le plan des moyens de lutte contre l'incendie en distinguant les différents types d'extincteur,• établir et transmettre à l'Inspection le plan d'implantation des détecteurs et le plan des installations de rétention et de confinement des eaux d'incendie.

Constat du 27/05/2025 :

Les différents types d'extincteurs (ABC et CO2) et les détecteurs sont maintenant bien identifiés sur le plan des moyens de lutte contre l'incendie de l'exploitant. Concernant la rétention incendie, c'est l'ensemble du bâtiment qui fait office de rétention. En effet ce dernier est entièrement revêtu et une "marche" de 28 cm est présente de part et d'autre des entrées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures de contrôle et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :**Constat du 23/10/2024 :**

L'exploitant présente à l'Inspection :

- le registre de sécurité : la vérification périodique des équipements de défense incendie (extincteurs et alarme incendie) est annuelle (à titre d'exemple, dernières vérifications des extincteurs réalisées le 26/09/2024 et 07/06/2023) ;
- les derniers rapports de contrôle des extincteurs et de l'alarme incendie qui conclut à leur conformité.

L'exploitant n'a pas mis en place de registre relatif au respect de la périodicité des vérifications périodiques, aux modalités de contrôles et aux observations constatées.

L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection le registre de suivi de la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie (périodicité, dates, prestataire, suivi des remarques / non-conformités).

Constat du 27/05/2025 :

Le registre de suivi a été présenté à l'inspection lors de la visite.

Les derniers rapports de contrôles des extincteurs et de l'alarme incendie ont également été présentés et sont conformes (en date du 24/03/2025 par AJ Prévention).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
Constats : <p><u>Constat du 23/10/2024 :</u> L'exploitant n'a pas établi de procédure définissant les conditions et modalités de maintien en sécurité de ses installations. L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection la procédure générale en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, et notamment les mesures compensatoires établies.</p> <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u> La procédure et les mesures compensatoires en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont présentées en annexe 4 du plan de défense incendie mis à jour par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes

<p>ouvrées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 23/10/2024 :</u></p> <p>Le PDI de l'exploitant traite de la majorité des items mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 sus-mentionné, hormis pour les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan des rétentions, • plan d'implantation des détecteurs, • plan de localisation des zones à risques (stockage de batteries notamment), • et l'état des matières stockées sur le site. <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u></p> <p>Dans sa mise à jour de son PDI, l'exploitant a bien intégré les items qui manquaient lors de la précédente inspection. Les différents plans requis sont présents.</p> <p>Concernant l'état des matières stockées sur le site, l'exploitant tient un registre qui doit toutefois être amélioré pour connaître l'état des stocks à l'instant t sur le site (cf. point de contrôle N° 9).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :Constat du 23/10/2024 :

L'exploitant n'a pas encore organisé l'exercice de défense contre l'incendie prescrit par l'arrêté ministériel du 22/12/2023 sus-mentionné.

L'exploitant informe l'Inspection avoir déjà pris contact avec le SDIS 84 pour programmer la réalisation de cet exercice : il est envisagé au plus tard en mars 2025.

L'exploitant informera l'Inspection de la réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie et transmettra le compte rendu correspondant.

Constat du 27/05/2025 :

Un exercice incendie a été organisé avec le SDIS le 10/12/2024.

CR du SDIS :

Plusieurs manœuvres incendie ont été réalisées à l'entrée du site dans la zone comprenant 2 bâtiments désaffectés - Rue de la Verrerie. Ces manœuvres portaient sur la thématique incendie pour feu de structure avec et sans victimes. Ces différentes manœuvres ont permis de mettre en avant la facilité d'accessibilité du site pour les véhicules de secours.

Point de vigilance est porté sur la ressource en eau type citerne souple (non référencée dans la DECI) située à l'Est du site actuellement hors service. Le responsable du site est en train de faire le nécessaire pour son remplacement.

La Défense Extérieure Contre l'Incendie présente sur le site correspond au PEI n°238 situé au Sud de

l'entreprise. Depuis la réalisation de cet exercice, la réserve en eau a été modifiée: une citerne de 1000 m3 a été installée en avril 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2014, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée : (...) L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - une réserve d'eau d'un volume de 1000 m3 est constituée de deux réserves étanches de 500 m3, dont l'emplacement sera défini en accirs avec le SDIS. Ces deux réserves doivent être : installées en dehors des flux thermiques correspondant au seuil des effets irréversibles (3 kW/m2), munies d'au moins deux demi-raccords de 100 mm de diamètre pour le raccordement avec les engins pompe de service incendie, reliées entre elles par une canalisation de diamètre 100 mm minimum, pleines et accessibles en permanence,(...)</p>
<p>Constats : <u>Constat du 23/10/2024 :</u> L'Inspection constate que la réserve d'eau de 1 000 m³ (citerne souple) est inopéracionnelle : l'exploitant précise que la bâche a subi une détérioration prématurée et qu'il a déjà prévu son remplacement par 2 citernes métalliques : selon l'exploitant, les travaux de génie-civil sont programmés à partir de novembre 2024 et l'installation des 2 citernes en début d'année 2025. Dans l'attente de la remise en état de la réserve d'eau, l'exploitant doit, sans délai, définir et mettre en place des mesures compensatoires relatives à la défaillance des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u> Dans un mail du 17/12/2024, l'exploitant a transmis une mise à jour de son PDI pour inclure les mesures compensatoires mises en place suite à la non opérabilité de la bâche souple. L'inspection constate lors de sa visite qu'une citerne rigide de 1 000 m3 a été installée sur le site en lieu et place de la bâche souple qui subissait des détériorations. Les travaux de génie civil ont eu lieu fin 2024 et la citerne a été installée en avril 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
Thème(s) : Autre, GERE
Prescription contrôlée : Article 4 : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site. Article 7 : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a bien déclaré ses données sur GERE pour l'année 2024. L'exploitant dispose d'un registre numérique où la différence entrée / sortie doit se faire en manuel pour connaître à l'instant t les quantités présentes. Le suivi manuel est actuellement réalisé mensuellement. De plus, le registre est commun aux deux sites de l'exploitant (Sorgues et Le Pontet), il lui est donc compliqué de connaître l'état de ses stocks à l'instant t dans chacun des sites. L'exploitant informe l'inspection en visite que le logiciel qu'il utilise est sa création, et qu'il lui est sûrement possible de le modifier pour corriger cela.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
Information confidentielle : L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, faire le nécessaire pour réaliser un suivi plus précis de ses stocks, afin de connaître au jour le jour les tonnes de matériaux présentes sur chacun de ses sites.